



Le 17 avril 2025

Madame Élise Naud
Responsable de la participation publique
Office de participation publique de Longueuil
1111, rue Saint-Charles Ouest, bureau 552
Longueuil (Québec) J4K 5G4

Objet : Réponses à la lettre de l'Office sur demandes d'informations supplémentaires de la part des commissaires à la démarche

Madame,

Par la présente, nous apportons des réponses supplémentaires à une demande des commissaires de l'Office relativement à la Stratégie de revitalisation des cœurs de quartiers.

Ces réponses sont, encore une fois, le fruit de diverses validations effectuées auprès des équipes de la Ville responsables des dits projets concernés par la démarche (Direction du développement, Direction de la culture, du sport et du développement des communautés).

POUR LE CŒUR DE QUARTIER DU NOYAU VILLAGEOIS DU VIEUX SAINT-HUBERT

1) Complexe Cousineau

- **Extraits du règlement de zonage de Saint-Hubert pour tout ce qui concerne le Complexe Cousineau**
- **Critères du Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) s'appliquant au Complexe Cousineau et ses environs**

La zone M13-115 de notre Règlement de zonage de l'arrondissement Saint-Hubert prévoit un redéveloppement mixte et à moyenne densité sur le site du Complexe Cousineau. Un maximum de 6 étages est autorisé de plein droit, bien que le Plan d'urbanisme de la Ville de Longueuil autorise une hauteur maximale pouvant aller jusqu'à huit étages sur ce site (à l'exception d'une bande tampon de 30 m à proximité des rues résidentielles riveraines – voir figures 1 et 2 ci-dessous).

En pièces jointes, nous vous partageons la grille des normes et usages de la zone M13-115, les extraits des sections de notre Règlement de zonage pour l'arrondissement de Saint-Hubert relativement aux dispositions particulières et nos critères d'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour le site du Complexe Cousineau. Ces documents sont le fruit de

notre nouveau règlement de zonage adopté en décembre dernier et qui entrera en vigueur au cours de l'été 2025.

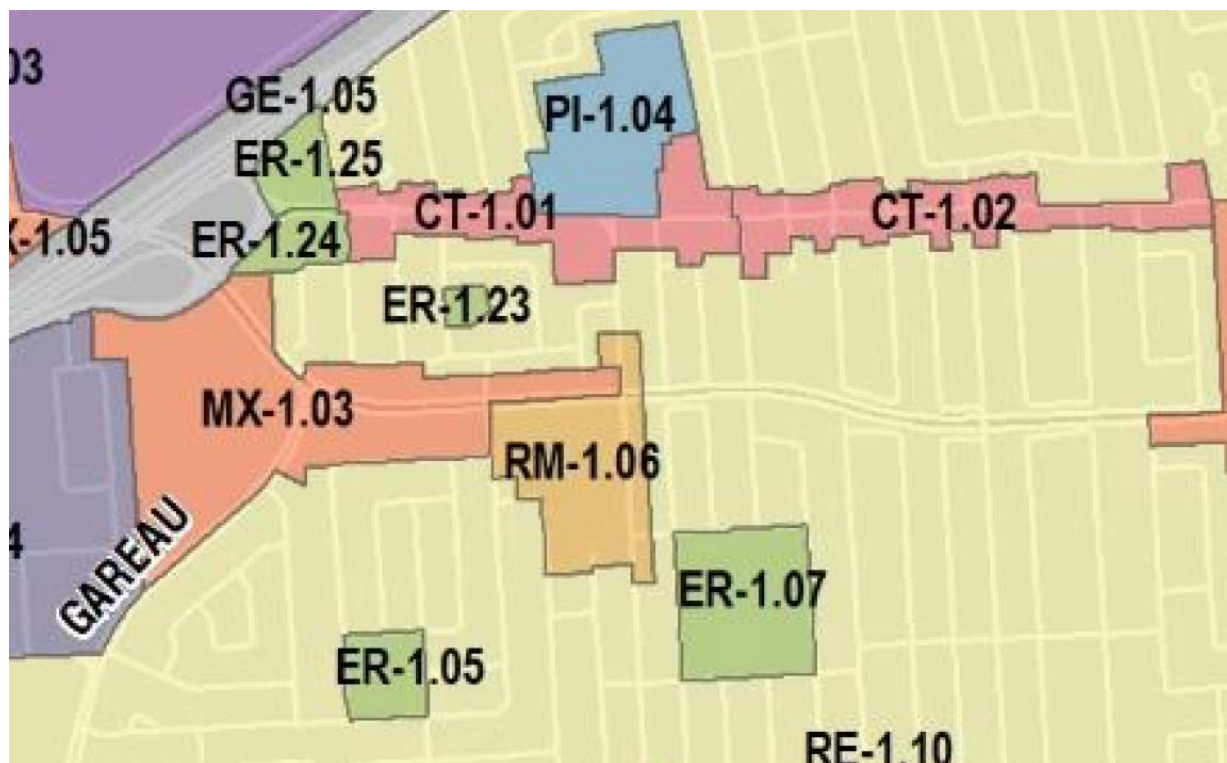


Figure 1 : Extrait de la carte 21 du Plan d'urbanisme de Longueuil – Les affectations du sol

51°	RM-1.06	100/	/8	Cousineau/Saint-Hubert	<p>i. Une hauteur maximale de 4 étages s'applique dans une bande d'une largeur minimale de 30 m mesurée depuis une limite de terrain longeant la montée Saint-Hubert ou la rue Petit;</p> <p>ii. Une hauteur maximale de 4 étages s'applique dans une bande d'une largeur minimale de 30 m mesurée depuis une limite de terrain d'une propriété des rues Duvernay et Perras et située dans une aire d'affectation du sol « Résidentielle ».</p>
-----	---------	------	----	------------------------	---

Figure 2 : Extrait du tableau 49 du Plan d'urbanisme de Longueuil – Seuils de densité résidentielle, hauteur des bâtiments et exigences particulières

POUR LE CŒUR DE QUARTIER DU BOULEVARD CHURCHILL

- 2) La proximité de l'Hôpital Charles-Le Moyne a été mentionnée à quelques reprises pendant les ateliers de la soirée d'information. Pour cette raison, les commissaires souhaiteraient obtenir de l'information sur les projets de développement entourant l'hôpital ayant des effets potentiels sur les secteurs environnants, notamment en matière de stationnement et de mobilité.

L'Hôpital Charles-Le Moyne fait l'objet d'une planification détaillée en vue d'un agrandissement et d'un réaménagement de ces espaces afin d'accueillir une nouvelle unité de bloc opératoire. Ce projet est toujours en phase « planification » et aucun échéancier n'est prévu en date d'aujourd'hui (pour plus de détails, [cliquez ici](#)).

Pour réaliser ce projet, il sera nécessaire de construire une clinique transitoire sur le site de l'hôpital, dans un espace présentement réservé à des cases de stationnement. Par le fait même, un projet de construction d'un nouveau stationnement étagé offrant 360 cases de stationnement est prévu, notamment pour compenser le retrait de 192 cases dans le cadre des travaux d'agrandissement. Tous ces projets sont gérés par le CISSS de la Montérégie-Centre et la Société québécoise des infrastructures (SQI).

En ce qui concerne le secteur environnant à l'hôpital, un Plan particulier d'urbanisme (PPU) est présentement en cours d'élaboration et dictera la vision d'aménagement pour l'ensemble du corridor Taschereau. La Ville de Longueuil a la volonté de densifier tout le secteur le long du boulevard composé d'une multitude de sites sous-utilisés et voués à un redéveloppement à moyen-long terme (ex. : espaces commerciaux et grands stationnements de surface aux abords du boulevard). La Ville prévoit l'ajout d'environ 30 000 logements dans ce secteur, incluant la section du boulevard Taschereau située à Brossard.

Enfin, le long de cet axe, un important projet de transport collectif structurant est présentement à l'étude par le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD). Pour plus de détails sur ce projet, [cliquez ici](#).

POUR LES QUATRE CŒURS DE QUARTIER

3) Est-ce que la Ville de Longueuil a un programme d'animation dans ses parcs et espaces verts ? Est-il possible d'indiquer les activités qui se déroulent dans les 4 secteurs concernés par la démarche ?

La Ville de Longueuil a un programme d'animation à l'échelle de la Ville. Celui-ci peut être consulté grâce au calendrier des événements [disponible ici](#). Voir ci-dessous pour un résumé des activités dans les quatre cœurs de quartiers concernés par la démarche :

- **Noyau villageois du vieux Saint-Hubert (Saint-Hubert)**
 - o Série de cinq spectacles pendant l'été sur le parvis de l'église de Saint-Hubert.
- **Boulevard Churchill (Greenfield Park)**
 - o Série de trois à cinq spectacles pendant l'été dans le kiosque à musique situé derrière la bibliothèque Muriel-Anne-Brown. À noter que les séries de spectacles dans les parcs ont déjà été de 8 semaines. Ceux-ci ont été réduits faute de ressources. Depuis deux ans, la série est répartie entre le parc René-Veillet et le parc Empire ;
 - o La Fête du Canada se déroule dans le stationnement entre la bibliothèque Muriel-Anne-Brown et l'aréna Cynthia-Coull ;
 - o Le Marché saisonnier de Longueuil a lieu devant le Bureau d'arrondissement de Greenfield Park (calendrier et horaire encore en validation) ;
 - o Un piano public était présent auparavant sur la terrasse du Bureau d'arrondissement de Greenfield Park. Il a été retiré depuis, faute de ressources pour assurer son entretien.
- **Chemin du Coteau-Rouge, rue Sainte-Hélène et boulevard Curé-Poirier (Vieux-Longueuil)**
 - o Aucune animation régulière dans ce secteur ;

- Une activité éphémère aura lieu derrière la caserne #22 pour une activité dans le cadre du Festival Petits Bonheurs (un spectacle de Cabane théâtre pour les 2 à 6 ans) : le samedi 3 mai à 11 h ;
- Historiquement, un programme d'animation intitulé « Parc-o-mètre » visitait fréquemment au cours de l'été les parcs Brébeuf, Jean-de-Lalande et derrière la caserne #22. Ce programme a été retiré il y a plusieurs années faute de ressources. Par ailleurs, un concept de « Pac-o-2mètres » a été mené au cours de la pandémie en remplacement de la programmation régulière de spectacles et en respect des mesures sanitaires de l'époque ;
- Le programme « Mini-Kekpart » pour les jeunes de 6 à 12 ans de la Maison des Jeunes Kekpart a lieu au chalet du parc Jean-de-Lalande.

- **Chemin de Chambly (Vieux-Longueuil)**

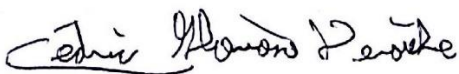
- Aucune animation régulière dans ce secteur.

4) Est-ce que la Ville de Longueuil a fait la recension des stratégies de revitalisation de quartiers qui ont réussi dans d'autres villes au Québec ou ailleurs? Si oui, les commissaires souhaiteraient la recevoir.

Dans le cadre de ce mandat portant sur la consolidation et la revitalisation des cœurs de quartiers longueuillois, la Ville de Longueuil a procédé à une recension sommaire des projets, interventions et stratégies de revitalisation possible dans un contexte urbain. Notre document d'informations comprend quelques références à ce propos et certains programmes sont énumérés également (notamment ceux de la Ville de Québec, la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, la Ville de Gatineau et la Ville de Sherbrooke).

De façon plus générale, certaines organisations spécialisées dans l'offre de services en aménagement du territoire ont produit des documents synthèses sur les bonnes pratiques à adopter pour encourager la vitalité des rues et artères à vocation commerciale. De ce nombre, nous pouvons citer le guide « Transformer les boulevards et les routes à vocation commerciale » de Vivre en Ville ([disponible ici](#)), l'inventaire « Des rues inspirantes » du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM - [disponible ici](#)) ainsi que le nouvel ouvrage « Pour des artères commerciales plus résilientes et sobres en carbone » du CEUM ([disponible ici](#)).

Je vous prie d'agréer, Madame Naud, mes salutations les plus distinguées.



Cédric Glorioso-Deraiche
Conseiller en développement urbain – Bureau de développement économique
Direction du développement

Pièces-jointes : *Grille des normes et usages de la zone M13-115, Dispositions particulières d'urbanisme – Complexe Cousineau et Critères d'approbation d'un Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) pour le site du Complexe Cousineau*

4250, chemin de la Savane, Longueuil (Québec) J3Y 9G4

Classe(s) d'usages permise(s)							
Groupe	Classe	1	2	3	4	5	6
Habitation	H1 : Habitation unifamiliale et bifamiliale						
	H2 : Habitation trifamiliale						
	H3 : Habitation multifamiliale	✓	✓	✓			
Commerce	C1 : Commerce de voisinage				✓	✓	✓
	C2 : Commerce à vocation locale				✓	✓	✓
	C3 : Commerce à vocation régionale						
	C4 : Commerce contraignant						
	C5 : Commerce de ravitaillement pour véhicules						
	C6 : Commerce de divertissement et autres services						
Industrie	I1 : Industrie de faible nuisance						
	I2 : Industrie légère						
	I3 : Industrie lourde						
	I4 : Industrie des matières résiduelles						
	I5 : Industrie contraignante						
	I6 : Industrie de services et d'activités aéroportuaires						
Public	P1 : Public à vocation locale						
	P2 : Public à vocation régionale						
	P3 : Activité récréative intensive						
	P4 : Activité récréative extensive						
	P5 : Protection et mise en valeur						
	P6 : Conservation						
	P7 : Services d'utilité publique et de transport						
Agricole	A1 : Culture						
	A2 : Élevage						
	A3 : Para-agricole						
	A4 : Forêt périurbaine						
Seul(s) usage(s) permis							
Usage(s) exclu(s)							
Normes prescrites							
Structure		Isolé	Jumelé	En rangée	Isolé	Jumelé	En rangée
Marges	Avant (m) (min/max)	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00
	Latérale adj. à une rue (m) (min/max)	6,00 / 10,00	6,00 / 100,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00
	Latérale minimale (m)	6,00	0,00	0,00	6,00	0,00	0,00
	Somme des marges latérales minimale (m)	12,00	6,00	6,00	12,00	6,00	6,00
	Arrière minimale (m)	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00
Bâtiment	Hauteur en étage (min/max)	3 / 6	3 / 6	3 / 6	3 / 6	3 / 6	3 / 6
	Hauteur en mètre (min/max)						
	Largeur en mètre (min/max)	9,00 /	9,00 /	9,00 /	9,00 /	9,00 /	9,00 /
	Superficie d'implantation (m²) (min/max)				200 /	200 /	200 /
	Superficie de plancher (m²) (min/max)						
Rapport	Nombre de logements par bâtiment(min/max)						
	Densité résidentielle nette (min/max)	150 /	150 /	150 /	150 /	150 /	150 /
	Coefficient d'emprise au sol (min/max)						
	Coefficient d'occupation du sol(min/max)						
Terrain	Largeur (m) (min/max)						
	Profondeur (m) (min/max)						
	Superficie (m²) (min/max)						
Disposition(s) particulière(s)							
15581569 1755 1662							
Autres dispositions applicables							
PIIA	1987						
AUTRE	2065						
Amendement(s)							
Règlement		Date d'entrée en vigueur					

Classe(s) d'usages permise(s)							
Groupe	Classe	7	8	9	4	5	6
Habitation	H1 : Habitation unifamiliale et bifamiliale						
	H2 : Habitation trifamiliale						
	H3 : Habitation multifamiliale						
Commerce	C1 : Commerce de voisinage						
	C2 : Commerce à vocation locale						
	C3 : Commerce à vocation régionale	✓	✓	✓			
	C4 : Commerce contraignant						
	C5 : Commerce de ravitaillement pour véhicules						
	C6 : Commerce de divertissement et autres services						
Industrie	I1 : Industrie de faible nuisance						
	I2 : Industrie légère						
	I3 : Industrie lourde						
	I4 : Industrie des matières résiduelles						
	I5 : Industrie contraignante						
	I6 : Industrie de services et d'activités aéroportuaires						
Public	P1 : Public à vocation locale						
	P2 : Public à vocation régionale						
	P3 : Activité récréative intensive						
	P4 : Activité récréative extensive						
	P5 : Protection et mise en valeur						
	P6 : Conservation						
	P7 : Services d'utilité publique et de transport						
Agricole	A1 : Culture						
	A2 : Élevage						
	A3 : Para-agricole						
	A4 : Forêt périurbaine						
Seul(s) usage(s) permis		512130-01 532111 532112 C0310	512130-01 532111 532112 C0310	512130-01 532111 532112 C0310			
Usage(s) exclu(s)							
Normes prescrites							
Structure		Isolé	Jumelé	En rangée			
Marges	Avant (m) (min/max)	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00			
	Latérale adj. à une rue (m) (min/max)	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00	6,00 / 10,00			
	Latérale minimale (m)	3,00	0,00	0,00			
	Somme des marges latérales minimale (m)	6,00	3,00	3,00			
	Arrière minimale (m)	9,00	9,00	9,00			
Bâtiment	Hauteur en étage (min/max)	3 / 6	3 / 6	3 / 6			
	Hauteur en mètre (min/max)						
	Largeur en mètre (min/max)	9,00 /	9,00 /	9,00 /			
	Superficie d'implantation (m²) (min/max)	200 /	200 /	200 /			
	Superficie de plancher (m²) (min/max)						
Rapport	Nombre de logements par bâtiment(min/max)						
	Densité résidentielle nette (min/max)	150 /	150 /	150 /			
	Coefficient d'emprise au sol (min/max)						
	Coefficient d'occupation du sol(min/max)						
Terrain	Largeur (m) (min/max)						
	Profondeur (m) (min/max)						
	Superficie (m²) (min/max)						
Disposition(s) particulière(s)							
1558 1569 1755 1662							
Autres dispositions applicables							
PIIA	1987						
AUTRE	2065						
Amendement(s)							
Règlement		Date d'entrée en vigueur					

SECTION 3 LE BOULEVARD COUSINEAU**SOUS-SECTION 1 APPLICATION DE CETTE SECTION**

- 1662.** Lorsque le numéro de cet article est indiqué à la grille des usages et normes d'une zone, les dispositions de cette section s'appliquent.

SOUS-SECTION 2 ARCHITECTURE DU BÂTIMENT

- 1663.** La façade principale d'un bâtiment principal doit être orientée vers une rue adjacente au terrain.

- 1664.** Pour tout bâtiment situé sur un terrain adjacent à l'emprise du boulevard Cousineau, Gaétan-Boucher ou de la montée Saint-Hubert, l'aménagement d'une porte d'accès véhiculaire ou d'une porte d'un quai de manutention est prohibé sur toute portion d'un mur qui fait face à l'emprise de l'une ou l'autre de ces voies de circulation.

Cet article ne s'applique pas à une porte de garage pour une habitation unifamiliale, bifamiliale ou trifamiliale.

- 1665.** Les dispositions suivantes s'appliquent à tous les bâtiments principaux dans la zone :
- 1° seuls les matériaux des classes A, B et C sont autorisés comme revêtement extérieur des murs d'un bâtiment principal;
 - 2° la surface occupée par les matériaux des classes A ou B doit respecter une proportion minimale de 75 % de la superficie de chaque façade.

Toute autre disposition relative aux matériaux de revêtement extérieur dans ce règlement continue de s'appliquer.

SOUS-SECTION 3 CONSTRUCTIONS ET ÉQUIPEMENTS ACCESSOIRES

- 1666.** Tout balcon, galerie, véranda, tambour ou patio du rez-de-chaussée ou du sous-sol destinés à être utilisés par un seul logement et situés dans une cour adjacente à l'emprise du boulevard Cousineau ou Gaétan-Boucher est prohibé.

Le premier alinéa de cet article ne s'applique pas à l'accès principal ou à un accès requis à un logement.

La reconstruction ou le remplacement d'une construction dérogatoire au premier alinéa de cet article sont autorisés à condition que ces travaux n'aient pas pour effet d'augmenter une dérogation existante ou d'entraîner une nouvelle dérogation.

SOUS-SECTION 4 AMÉNAGEMENT D'UNE AIRE DE STATIONNEMENT

1667. L'aménagement de cases de stationnement situées directement devant une façade d'un bâtiment principal est prohibé dans toute cour adjacente à l'emprise du boulevard Cousineau ou Gaétan-Boucher.

Le premier alinéa de cet article ne s'applique pas aux travaux de réaménagement d'une partie existante d'une aire de stationnement située devant la façade visée au premier alinéa.

1668. Lors de la construction d'un bâtiment comportant 16 logements ou plus, le nombre de cases de stationnement hors rue aménagées à l'extérieur doit être inférieur au nombre obtenu en multipliant le nombre de cases de stationnement aménagées sur le site par le facteur de 0,15. Toute case excédentaire à ce nombre doit être aménagée dans une partie intérieure du bâtiment ou dans un stationnement étagé extérieur.

SOUS-SECTION 5 AMÉNAGEMENT DU TERRAIN

1668.1 Les dispositions de ce règlement relatives à une aire d'agrément à l'intérieur d'un secteur de contraintes sonores identifié l'annexe D de ce règlement s'appliquent également à l'ensemble des zones visées par la présente sous-section, qu'elles soient situées ou non à l'intérieur d'un secteur de contraintes sonores, avec les adaptations nécessaires.

DIVISION 6**ZONE M13-115**

1755. Malgré la hauteur maximale en étage d'un bâtiment principal prescrite à la grille des usages et normes de la zone M13-115, la hauteur maximale d'un bâtiment principal est fixée à 4 étages dans la portion de la zone correspondant à une bande de 30 m mesurée à partir d'une ligne de terrain adjacente à l'emprise de Montée-Saint-Hubert ou de la rue Petit. De plus, la hauteur maximale d'un bâtiment principal est fixée à 4 étages dans la portion de la zone correspondant à une bande de 30 m mesurée à partir d'une ligne de terrain qui est mitoyenne à un terrain résidentiel comportant 3 logements principaux ou moins et adjacent à la rue Duvernay ou à la rue Perras.

Dans la zone M13-115, la largeur minimale d'une bande tampon requise à ce règlement doit être portée à 6 m.

DIVISION 7**ZONE P13-118**

1756. Dans la zone P13-118, les dispositions suivantes s'appliquent à l'usage École primaire et secondaire (611110-00) :

- 1° le panneau à base de résines thermodurcissables présentant un fini imitation bois est autorisé sur une proportion maximale de 25% de la superficie de chaque façade du bâtiment principal;
- 2° au moins deux prises de recharge pour véhicules électriques doivent être aménagées dans l'aire de stationnement;
- 3° la largeur minimale d'une allée d'accès et d'une allée de circulation à double sens est fixée à 6 m;
- 4° la profondeur minimale d'une case de stationnement est fixée à 5 m;
- 5° la largeur maximale de l'allée d'accès d'un débarcadère pour autobus est fixée à 10 m;
- 6° une zone tampon requise peut être remplacée par un passage piéton d'une largeur minimale de 6 m, lequel doit être bordé d'arbres;
- 7° une enseigne détachée doit respecter les dimensions maximales suivantes :
 - a) une hauteur de 3,2 m;
 - b) une largeur de 1,7 m;
 - c) une superficie de 5,5 m².

SOUS-SECTION 4**ZONES SPÉCIFIQUES (SECTEUR 4)****DIVISION 1****ZONE H14-027**

1757. Dans la zone H14-027, une bande tampon d'une largeur minimale de 3 m doit être maintenue le long d'une ligne de terrain adjacente à une zone permettant la classe d'usage Habitation unifamiliale (h1).

SECTION 2 SECTEUR DES QUARTIERS DE LA GARE**SOUS-SECTION 1 TRAVAUX OU INTERVENTIONS ASSUJETTIS**

1987. Cette section s'applique à l'approbation d'un PIIA préalablement à la délivrance d'un permis de construction ou d'un certificat d'autorisation pour les travaux suivants, lorsque le numéro de cet article est indiqué à la grille des usages et normes de la zone :

- 1° la construction d'un bâtiment principal ou d'un stationnement étagé;
- 2° l'agrandissement de 50 m² ou plus de la superficie d'implantation d'un bâtiment principal ou d'un stationnement étagé;
- 3° l'ajout d'un étage hors sol à un bâtiment principal ou à un stationnement étagé;
- 4° le remplacement d'un matériau de revêtement sur plus de 25 % de la superficie d'une façade orientée vers une rue adjacente au terrain, sauf s'il est remplacé par un matériau du même type et du même format que celui présent avant les travaux. La superficie d'une façade est mesurée à l'aide des dispositions prévues pour les matériaux de revêtements extérieurs à la partie 2 « Zonage » de ce règlement;
- 5° les travaux de déblai ou de remblai pour l'aménagement, le réaménagement ou l'agrandissement d'une aire de stationnement extérieure de 25 cases ou plus;
- 6° la construction d'une marquise pour un équipement de ravitaillement de véhicules routier;
- 7° l'ajout, la modification ou le remplacement d'une enseigne sur un bâtiment comportant 4 établissements ou plus dans les situations suivantes :
 - a) aucun plan d'ensemble d'affichage n'a été adopté pour le bâtiment;
 - b) l'enseigne ne rencontre pas les exigences du dernier plan d'ensemble d'affichage adopté pour le bâtiment.

1988. Les quartiers de la gare ont fait l'objet d'un programme particulier d'urbanisme qui définit une vision d'aménagement et de réaménagement ainsi que des balises d'aménagement afin de transformer ce secteur notamment desservi par la gare intermodale Longueuil – Saint-Hubert en un milieu de vie complet, durable et à échelle humaine. Les buts et intentions d'aménagement de cette section visent, entre autres, à assurer la définition de travaux à la hauteur de cette vision, leur intégration dans le milieu récepteur, la création d'un cadre paysager de qualité ou la réduction de leurs impacts envers le milieu récepteur ou un terrain environnant.

SOUS-SECTION 2 IMPLANTATION

1989. Les objectifs et critères de cette sous-section s'appliquent à l'implantation des travaux visés par la demande.

1990. L'objectif 1 vise à assurer l'intégration de la construction au bâtiment d'origine ou à son milieu d'insertion, à limiter son impact et à assurer une cohérence à l'ensemble des bâtiments du terrain visé par la demande.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	le bâtiment, notamment par sa dimension ou sa superficie, l'alignement de sa façade ou le recours à un décroché ou à une avancée, est en harmonie avec un bâtiment environnant ou le bâtiment d'origine ou s'inspire d'une caractéristique significative du milieu d'insertion;	
2°	une activité problématique, notamment par le bruit, les odeurs ou la circulation qu'elle génère, est localisée à l'écart d'un usage plus sensible, tel qu'un logement, une aire d'agrément, une aire commune ou une garderie, du terrain, d'un terrain environnant occupé par un logement ou d'une portion du domaine public ou d'une allée de circulation destinée aux piétons;	
3°	lorsqu'il y a plus d'un bâtiment sur le terrain, leur alignement ou leur rapport avec un autre bâtiment du terrain forme un ensemble bâti cohérent;	
4°	l'implantation tient compte de l'ombrage généré, notamment sur la portion du domaine public ou d'une allée de circulation destinée aux piétons ou un terrain limitrophe occupé par un logement;	
5°	l'implantation tient compte des recommandations formulées dans l'étude éolienne exigée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 1799;	
6°	l'impact des travaux sur le réseau routier environnant, qu'il soit local ou supérieur, est réduit ou contrôlé, notamment par l'application des recommandations formulées dans l'étude de circulation exigée au paragraphe 12° du premier alinéa de l'article 1796 ou par l'échelle des travaux, leur planification ou la localisation ou la conception d'un accès véhiculaire;	
7°	la cour adjacente à la principale voie de circulation, notamment le chemin de Chambly ou le boul. Cousineau est évitée pour l'implantation d'un espace dédié aux véhicules motorisés, tel qu'une aire de stationnement au sol ou étagée, une allée d'accès véhiculaire, un débarcadère, un service à l'auto ou un îlot de ravitaillement de véhicules;	
8°	un service à l'auto, notamment son allée de circulation ou son aire de commande, est à l'écart d'un terrain environnant occupé par un logement;	
9°	le nombre de cases de stationnement aménagé pour le projet est cohérent avec les besoins en stationnement du projet et tient compte du niveau de service et des facilités d'accès au transport collectif à proximité, de la disponibilité du stationnement public et des opportunités de mutualisation des aires de stationnement existantes ou potentielles à proximité.	

1991. L'objectif 2 vise à assurer l'encadrement ou l'animation du domaine public afin de créer un milieu à échelle humaine.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	le bâtiment est implanté près des lignes de terrain adjacentes aux voies de circulation publiques, notamment lorsqu'il s'agit d'une intersection, de manière à assurer un bon encadrement du domaine public;	
2°	à l'intersection de voies de circulation, un décroché dans l'implantation du bâtiment laisse un espace pour l'aménagement d'une placette;	
3°	la marge de recul est adaptée à l'échelle du cadre bâti présent de part et d'autre du domaine public limitrophe au terrain, notamment par un rapport entre cet espacement et la hauteur du bâtiment visé par la demande compris entre 1 et 2;	
4°	un décroché dans le bâtiment contribue à l'animation du domaine public et à la diminution de la densité perçue des volumes bâtis par le piéton;	
5°	le bâtiment optimise l'occupation du terrain, notamment en termes d'occupation du sol, de nombre de logements ou d'activités humaines;	
6°	une offre commerciale est priorisée aux étages inférieurs d'un bâtiment en front du chemin de Chambly ou le boul. Cousineau.	

1992. L'objectif 3 vise à limiter l'empreinte environnementale des travaux et créer un aménagement paysager de qualité.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'implantation des constructions laisse un espace suffisant pour un aménagement paysager généreux et de haute qualité notamment le long du domaine public;	
2°	les travaux évitent, dans la mesure du possible, la coupe d'un arbre présentant un DHP de 10 cm ou plus ou toute intervention dans une autre composante naturelle d'intérêt du terrain. Dans le cas où un milieu naturel est situé à proximité des travaux, une bande tampon est prévue afin de limiter tout impact sur le milieu naturel;	
3°	le bâtiment est pensé en fonction d'une composante climatique, telle que l'ensoleillement ou le vent, environnementale, telle qu'un élément naturel, paysagère, telle qu'une percée visuelle d'intérêt, ou anthropique, telle que le bruit ou la circulation, afin de mettre en valeur une composante positive des travaux ou de limiter une composante négative.	

1993. L'objectif 4 vise à assurer la mise en place d'une mobilité durable.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'implantation du bâtiment permet un accès direct à un point d'accès au transport en commun depuis le domaine public ou une allée de circulation;	
2°	les travaux évitent l'aménagement d'une aire de stationnement véhiculaire extérieure.	

SOUS-SECTION 3 ARCHITECTURE

1994. Les objectifs et critères de cette sous-section s'appliquent à l'architecture des travaux visés par la demande.

1995. L'objectif 1 vise à assurer l'intégration de la construction au bâtiment d'origine ou à son milieu d'insertion, à limiter son impact et à assurer une cohérence à l'ensemble des bâtiments du terrain visé par la demande.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	la volumétrie de la construction, telle que la hauteur, le nombre d'étages ou la forme de la toiture, rencontre les critères suivants :	
	a) elle est similaire à celle d'un bâtiment environnant ou s'inspire d'une caractéristique significative du milieu d'insertion;	
	b) elle propose une gradation de hauteur vers un bâtiment environnant ou une portion du bâtiment d'origine de gabarit différent;	
	c) elle est cohérente avec celle du bâtiment d'origine ou le met en valeur;	
	d) elle limite son impact sur un immeuble environnant, tel qu'une vue ou une ombre portée, tant par sa volumétrie, la localisation ou la conception d'une ouverture ou d'un espace privatif d'un logement;	
	e) elle propose un espacement entre les portions de plus de 8 étages de bâtiments environnants qui permet un dégagement visuel depuis un logement du bâtiment ou d'un bâtiment environnant;	

2°	la proposition architecturale, notamment le décroché, l'avancée, le matériau de revêtement (type, couleur ou dimension) ou le détail architectural, est en harmonie avec le bâtiment d'origine ou prend appui ou s'inspire d'une caractéristique dominante ou significative du milieu d'insertion. En absence d'une caractéristique significative du milieu, elle favorise une approche contemporaine ou moderne et propose un toit plat;	
3°	le niveau de plancher du rez-de-chaussée ou d'un étage ou le niveau d'un toit, particulièrement dans le cas d'un bâtiment jumelé ou en rangée, respectent celui d'un bâtiment environnant ou du bâtiment d'origine ou s'inspirent d'une caractéristique significative du milieu d'insertion;	
4°	l'ouverture, particulièrement dans le cas d'un bâtiment jumelé en rangée, présente une dimension ou un alignement respectant celui du bâtiment mitoyen ou du bâtiment d'origine ou s'inspire d'une caractéristique significative du milieu d'insertion;	
5°	le matériau de revêtement d'une façade implantée avec une marge inférieure à 3 m par rapport à un terrain environnant occupé par un logement est de couleur pâle afin d'éclaircir cette cour ou ce terrain;	
6°	dans le cas d'un bâtiment implanté sur un terrain d'angle, un escalier extérieur menant à un étage supérieur et implanté dans une cour adjacente à une rue est visuellement dissimulé depuis le domaine public par une construction intégrée à l'architecture du bâtiment;	
7°	la conception du bâtiment priorise l'aire de stationnement, de manutention, d'entreposage ou un espace dédié à la gestion des matières résiduelles à l'intérieur du bâtiment.	

1996. L'objectif 2 vise à assurer l'encadrement ou l'animation du domaine public afin de créer un milieu à échelle humaine.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	la volumétrie du bâtiment, telle que sa hauteur, la longueur de ses façades ou la forme de sa toiture est rythmée ou limite l'effet de longueur et de hauteur et diminue la densité perçue des volumes bâtis par le piéton, notamment par le recours à un décroché, à une avancée ou à un traitement architectural de sa façade, tel un changement de matériau;	
2°	la hauteur du bâtiment est adaptée à l'échelle de la voie de circulation, notamment à l'égard de sa relation avec la distance entre les façades de part et d'autre de cette voie de circulation. Le rapport privilégié entre cet espacement et la hauteur de la construction visée est compris entre 1 et 2;	
3°	la façade principale du bâtiment et son accès piéton font face à la principale voie de circulation publique et permettent la création d'un point focal ou d'un point de repère depuis le domaine public;	
4°	la portion commerciale du rez-de-chaussée du bâtiment se distingue par les caractéristiques suivantes :	
	a) son niveau de plancher est similaire à celui du trottoir de la voie de circulation en bordure de laquelle le bâtiment est implanté;	
	b) elle intègre des éléments architecturaux caractéristiques d'une telle activité, tels que les matériaux employés, la présence d'une vitrine ou l'affichage;	
	c) elle propose un accès direct à un commerce ou à un ensemble de commerces depuis le trottoir du domaine public ou d'une allée de circulation piétonne;	
5°	la composition d'une façade limitrophe à une voie de circulation rencontre les critères suivants :	

	a) elle assure une échelle humaine du bâtiment au niveau de l'interface avec le domaine public, notamment par un traitement architectural ou l'échelle de son ouverture. Dans le cas d'un bâtiment de grande hauteur, elle comprend un basilaire d'une hauteur comparable aux autres observés le long du domaine public ou le recours à un recul des étages supérieurs qui permet à la lumière du soleil d'atteindre le domaine public;	
	b) elle assure un traitement particulier de l'entrée principale, notamment au moyen d'un décroché ou d'une avancée, l'emploi d'un matériau particulier ou le recours à une marquise;	
	c) elle assure une transparence du rez-de-chaussée, notamment en proposant une vitrine translucide, un accès piéton au bâtiment ou une ouverture vers un hall d'entrée, une cour intérieure ou une aire commune intérieure du bâtiment;	
	d) elle évite la création d'une portion de mur aveugle trop importante, notamment le long d'une voie de circulation publique ou, le cas échéant, elle agrmente ou anime un tel mur, notamment par le recours à de l'art public;	
6°	une porte d'accès véhiculaire menant à une aire de stationnement, de manutention, d'entretien ou de réparation ou d'entreposage intérieure évite une façade limitrophe à la principale voie de circulation publique. Lorsqu'il est impossible d'aménager cet accès sur une autre façade, son impact est réduit et le design de la porte contribue à l'animation de la façade;	
7°	une guérite d'un service à l'auto rencontre les critères suivants :	
	a) elle évite une façade orientée vers la principale voie de circulation publique;	
	b) elle ne gêne pas la continuité commerciale du rez-de-chaussée depuis le domaine public dans un secteur caractérisé par une telle continuité;	
8°	l'installation d'un élément ou l'installation d'un équipement technique, mécanique ou écoénergétique sont prioritaires sur le toit et évitent une façade ou un balcon donnant sur le domaine public. Un tel élément ou équipement est intégré à l'architecture du bâtiment et est dissimulé depuis le domaine public;	
9°	dans le cas d'un stationnement étagé extérieur une occupation du rez-de-chaussée à une fin autre que de stationnement, telle qu'un commerce, une aire d'attente, une vitrine ou de l'art public, est proposée pour la portion d'une façade du stationnement limitrophe au domaine public;	
10°	l'affichage qui ne fait pas l'objet d'un plan d'ensemble d'affichage ou l'éclairage contribue à l'esthétisme ou à l'animation du domaine public.	

1997. L'objectif 3 vise à assurer une qualité, une diversité et une cohérence architecturale.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	la conception architecturale du bâtiment rencontre les critères suivants :	
	a) elle contribue à l'image des quartiers de la gare, notamment par sa qualité, son avant-gardisme ou la création d'un point de repère;	
	b) elle favorise une approche contemporaine ou moderne et un toit plat;	
	c) elle insuffle une légèreté dans le cadre bâti et permet un dégagement des vues depuis un logement du bâtiment ou d'un bâtiment environnant, notamment en prévoyant un espacement entre les portions de 8 étages ou plus de bâtiments environnants;	
	d) elle propose un traitement pour chacune de ses principales composantes que sont sa base, son fût et son couronnement;	
2°	la composition d'une façade rencontre les critères suivants :	

	a) elle propose un décroché ou une avancée ou un changement de matériau qui insuffle une rythmique qui l'agrémente;	
	b) elle met en évidence l'accès au bâtiment depuis le domaine public;	
	c) elle propose une diversité architecturale tout en assurant la création d'un ensemble cohérent, notamment envers un bâtiment de l'ensemble immobilier;	
3°	la fenestration, un porche ou un balcon, préférablement autoportant, notamment par leur localisation, forme ou matériau, articulent ou agrémentent une façade;	
4°	les matériaux de revêtement, tels que le type, la couleur ou la dimension, répondent aux critères suivants :	
	a) ils sont de haute qualité;	
	b) ils assurent un ensemble visuel cohérent ou homogène;	
5°	l'ensemble des façades du bâtiment présente un traitement architectural équivalent et cohérent;	
6°	lorsqu'il y a plus d'un bâtiment sur le terrain, leur concept architectural assure la création d'une identité propre à l'ensemble immobilier;	
7°	une construction accessoire s'intègre au bâtiment principal, notamment par son architecture, sa couleur ou ses matériaux;	
8°	l'affichage sur bâtiment qui ne fait pas l'objet d'un plan d'ensemble d'affichage rencontre les critères suivants :	
	a) il est sobre ou évite une surenchère d'enseignes;	
	b) il est traité comme une composante architecturale ou d'ornement du bâtiment en s'y intégrant de manière cohérente;	
	c) il préconise des lettres détachées;	
	d) il est intégré à l'architecture de la façade ou contribue au rehaussement de son apparence;	
9°	l'éclairage met en valeur une composante architecturale du bâtiment ou l'affichage sur bâtiment.	

1998. L'objectif 4 vise à assurer la création d'un milieu de vie de qualité pour les occupants du bâtiment.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	la conception du bâtiment évite la présence d'un logement au rez-de-chaussée ou au sous-sol. Si un tel logement est proposé, elle assure la présence d'une séparation physique intégrée à l'architecture du bâtiment entre ce logement et une voie de circulation, comme un garde-corps ou un muret, afin d'améliorer l'intimité des occupants;	
2°	le bâtiment propose un grand balcon, préférablement autoportant ou en loggia pour les fins d'un usage résidentiel;	
3°	la conception ou la localisation d'un espace privatif d'un logement assurent une certaine intimité à ses occupants;	
4°	une construction protège des intempéries l'entrée principale au bâtiment;	
5°	la forme d'un bâtiment de 8 étages ou plus ou le recours à une construction, telle qu'une marquise, tiennent compte des recommandations formulées dans l'étude éolienne exigée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 1799;	

6°	le toit d'une construction souterraine ou d'un étage qui n'est pas surplombé d'une construction est végétalisé et conçu de manière à pouvoir accueillir des arbres, notamment par la présence de fosses de plantation ou par la capacité portante de leur toit;	
7°	la conception du bâtiment assure une diversité quant aux typologies de logements ou de locaux commerciaux proposés, notamment en termes de superficie, de logements traversants ou non traversants, ou de nombre de chambres à coucher, contribuant également à une diversité sociale;	
8°	dans le cas d'un stationnement étagé extérieur, les critères d'évaluation suivants s'appliquent :	
	a) la composition de sa façade assure la dissimulation d'une voiture garée dans ce stationnement depuis un logement, une aire d'agrément ou une aire commune du bâtiment qu'il dessert;	
	b) sa conception assure la sécurité de ses usagers, notamment par un parcours piétonnier sécurisé, un éclairage adéquat ou une transparence d'une cage d'escalier ou d'un parcours piéton intérieur depuis l'extérieur.	

1999. L'objectif 5 vise à assurer l'intégration des principes d'accessibilité universelle ou de design universel à un bâtiment principal comportant 6 logements ou plus ou occupé par un usage non résidentiel.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	le niveau du seuil d'une porte donnant accès au bâtiment est similaire à celui du trottoir du domaine public ou d'une allée d'accès dans le cas où le bâtiment est éloigné du domaine public;	
2°	l'accès piéton principal du bâtiment répond aux critères suivants :	
	a) il est universellement accessible;	
	b) il est situé sur une façade limitrophe à la cour adjacente à la principale voie de circulation publique ou d'une allée d'accès dans le cas où le bâtiment est éloigné du domaine public;	
	c) il est marqué par un traitement architectural augmentant sa visibilité depuis la principale voie de circulation publique ou d'une allée d'accès dans le cas où le bâtiment est éloigné du domaine public;	
3°	le niveau du plancher du rez-de-chaussée du bâtiment est similaire à celui du trottoir du domaine public ou d'une allée d'accès dans le cas où le bâtiment est éloigné du domaine public;	
4°	une rampe d'accès ou une plateforme élévatrice sont favorisées à l'intérieur du bâtiment, sinon elles sont intégrées à l'architecture du bâtiment;	
5°	un espace privatif d'un logement, une aire d'agrément ou une aire commune sont universellement accessibles;	
6°	l'éclairage améliore la sécurité des personnes utilisant un accès, un équipement ou un aménagement et facilite l'identification de l'entrée principale et du numéro civique.	

2000. L'objectif 6 vise à limiter l'empreinte environnementale et favoriser la durabilité des travaux.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	les travaux intègrent le bâtiment d'origine ou l'une de ses composantes;	
2°	les travaux font l'objet d'une accréditation environnementale ou proposent une performance environnementale reconnue;	

3°	le matériau de revêtement du bâtiment rencontre les critères suivants :	
	a) il présente un IRS élevé ou est végétalisé grâce à des plantes grimpantes ou en bacs de plantation;	
	b) il est écoénergétique;	
	c) il est écoresponsable, notamment parce qu'il est renouvelable ou à faible empreinte environnementale;	
4°	les travaux intègrent un principe écoresponsable, tel que la réutilisation des eaux de pluie ou des eaux grises, une gestion à même le terrain des eaux de ruissellement ou le recours à un matériau ou à un équipement écoénergétique;	
5°	l'éclairage architectural extérieur ne contribue pas à la pollution lumineuse du ciel, notamment en termes de température de la couleur du dispositif d'éclairage et d'orientation du flux lumineux;	
6°	l'éclairage architectural extérieur est adapté au site et respecte le milieu environnant en évitant à la fois l'abondance de dispositifs d'éclairage et une intensité lumineuse excessive;	
7°	dans le cas d'un stationnement étagé extérieur, sa conception, notamment par la hauteur d'un étage, permet sa conversion vers un autre usage advenant un abandon de sa fonction d'origine;	
8°	dans le cas d'un stationnement étagé extérieur, l'aménagement prévoit le verdissement d'une façade limitrophe au domaine public ou à une allée de circulation, notamment par le recours à des plantes grimpantes ou à des bacs de plantation.	

SOUS-SECTION 4 AMÉNAGEMENT DU TERRAIN

2001. Les objectifs et critères de cette sous-section s'appliquent à l'aménagement paysager des travaux visés par la demande, incluant un toit lorsqu'il fait l'objet d'un aménagement.

2002. L'objectif 1 vise à assurer la création d'un aménagement paysager de qualité et l'encadrement ou l'animation du domaine public ou d'un trottoir privé afin de créer un milieu à échelle humaine.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'aménagement du terrain contribue à l'image avant-gardiste, de qualité et humaine des quartiers de la gare;	
2°	l'aménagement du terrain est soigné et de haute qualité prioritairement pour une cour limitrophe au domaine public, à une allée de circulation, à un accès au bâtiment, à un point d'accès au transport en commun, à une aire d'agrément ou commune, à une aire de stationnement ou à une terrasse commerciale;	
3°	l'affichage détaché qui ne fait pas l'objet d'un plan d'ensemble d'affichage rencontre les critères suivants :	
	a) il constitue une composition paysagère harmonieuse;	
	b) il ne domine pas le bâtiment ou le paysage;	
4°	lorsqu'un éclairage est intégré à l'aménagement du terrain, il améliore la sécurité des occupants ou des passants, met en valeur une composante paysagère du terrain et contribue à l'animation des lieux;	

5°	l'aménagement du terrain complète celui du domaine public ou contribue à son animation, notamment en proposant une placette ou en intégrant du mobilier urbain, de l'art public ou tout autre aménagement, équipement ou construction similaire accessible ou visible depuis le domaine public ou une allée de circulation;	
6°	l'aménagement du terrain agrmente une terrasse commerciale ou une aire d'étalage, notamment par des plantations, un muret ou une clôture décorative;	
7°	l'alignement d'arbres le long du domaine public ou d'une allée de circulation respecte une linéarité le long de ce dernier et la répartition des arbres le composant est uniformisée tout au long de cet alignement;	
8°	l'aménagement du terrain assure la dissimulation d'une aire de stationnement, d'une aire de manutention, d'une aire d'entreposage, d'un service à l'auto, d'un îlot pour un équipement de ravitaillement de véhicule ou d'une composante visuellement moins intéressante du terrain, telle qu'un mur aveugle, un équipement technique ou un espace dédié à la gestion des matières résiduelles, depuis le domaine public;	
9°	l'utilisation de la cour adjacente à la principale voie de circulation est dédiée, par son aménagement, aux modes de déplacements actifs et lorsque des espaces dédiés aux véhicules motorisés sont aménagés, ils sont situés à l'écart des espaces destinés aux piétons ou en cour latérale ou arrière;	
10°	l'espace dédié aux véhicules motorisés pour une courte durée, tel qu'un débarcadère, occupe un espace limité lorsqu'il est adjacent au domaine public;	
11°	un équipement d'utilité publique au sol, tel qu'un transformateur ou un boîtier de service pour les télécommunications ou la câblodistribution, évite la cour avant, l'espace de l'emprise publique située directement devant une façade orientée vers la rue ou celle d'un sentier piéton.	

2003. L'objectif 2 vise à assurer la création d'un milieu de vie de qualité pour les occupants du bâtiment.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'aménagement du terrain encourage les activités récréatives, de loisir, de détente ou d'agriculture urbaine, notamment dans une aire d'agrément ou une aire commune, en juxtaposant ces aires afin de créer un espace plus important ou polyvalent;	
2°	l'aménagement du terrain met l'emphase sur une aire dédiée aux occupants du bâtiment ou à sa clientèle, telle qu'un espace privatif d'un logement, une aire d'agrément ou commune, en y proposant un aménagement et un indice de canopée élevé. Il contribue également à l'intimité d'un espace privatif d'un logement;	
3°	l'aménagement du terrain assure et priorise un lien actif sécuritaire, efficace, universellement accessible et connecté à un réseau en place, notamment vers un accès au bâtiment, un trottoir ou une piste cyclable, un point d'accès au transport en commun, une aire de stationnement ou un rangement pour vélos ou une aire d'agrément ou commune;	
4°	l'aménagement du terrain propose une plantation d'alignements d'arbres, d'arbustes et d'autres végétaux le long d'un sentier piéton;	
5°	l'aménagement du terrain tient compte des recommandations formulées dans l'étude éolienne exigée au paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 1799;	
6°	l'aménagement du terrain assure la dissimulation d'une aire de stationnement, de manutention ou d'entreposage, d'un service au volant, d'une terrasse commerciale ou d'une composante visuellement moins intéressante du terrain, telle qu'un mur aveugle, un équipement technique ou un espace dédié à la gestion des matières résiduelles, depuis un logement, une aire d'agrément ou une aire commune;	

7°	l'aménagement du terrain intègre du mobilier urbain, tel un banc le long d'un sentier piéton ou de l'art public;	
8°	la configuration d'une aire de stationnement de 25 cases ou plus rencontre les critères suivants :	
	a) elle assure une délimitation avec un sentier piéton;	
	b) elle localise une case de stationnement de taille réduite, dotée d'une borne de recharge ou dédiée à l'autopartage à proximité d'un accès au bâtiment, sans toutefois éloigner une case dédiée à une personne à mobilité réduite d'un accès au bâtiment universellement accessible;	
	c) elle assure une circulation véhiculaire efficiente;	
	d) elle assure des déplacements actifs sécuritaires et efficients;	
	e) elle prévoit une bande ou un îlot paysager assurant un indice de canopée élevée, notamment le long d'un axe de déplacement actif;	
	f) une allée de circulation principale donnant accès à une aire de stationnement desservant un regroupement commercial ou un mail commercial intègre un trottoir ainsi que des plantations d'arbres;	
9°	l'affichage détaché qui ne fait pas l'objet d'un plan d'ensemble d'affichage, incluant son mode d'implantation, ne gêne pas la visibilité ou la sécurité d'un passant ou d'un automobiliste.	

2004. L'objectif 3 vise à assurer l'accessibilité universelle des travaux visés par la demande ou l'intégration des principes de design universel à ces derniers.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	un sentier direct et sans obstacle relie le trottoir à l'accès piéton principal du bâtiment et à une autre issue requise;	
2°	un sentier direct et sans obstacle relie une aire de stationnement ou un débarcadère à un accès piéton du bâtiment universellement accessible;	
3°	la composition d'un sentier marque la présence d'un danger, tel qu'une allée de circulation, un escalier ou un changement de niveau, par un changement du type de revêtement de sol, un revêtement texturé ou une ligne de guidance, notamment pour les personnes mal voyantes;	
4°	la largeur d'un sentier ou la largeur d'une rampe d'accès sont suffisantes pour assurer un déplacement aisé et sécuritaire;	
5°	un débarcadère aménagé près de l'accès principal au bâtiment lui assure une meilleure accessibilité, notamment s'il est destiné à une clientèle à mobilité réduite;	
6°	une rampe d'accès ou une plateforme élévatrice assurent une accessibilité optimale au bâtiment ou aux différentes aires d'activité du terrain;	
7°	une rampe d'accès ou une plateforme élévatrice implantées à l'extérieur sont intégrées à l'aménagement du terrain;	
8°	l'aménagement du terrain agrmente ou réduit l'impact visuel d'une rampe d'accès ou d'une plateforme élévatrice depuis le domaine public ou une allée de circulation limitrophe et ne nuit pas à son accessibilité ou utilisation;	
9°	les espaces de stationnement dédiés à une personne à mobilité réduite sont en nombre suffisant pour les besoins du projet et sont implantés près d'un accès au bâtiment universellement accessible;	

10°	la qualité, le nombre ou l'accès à un équipement, à une activité ou à un aménagement de l'aire d'agrément ou de l'aire commune sont équitables pour l'ensemble de la clientèle du bâtiment;	
11°	le mobilier urbain est universellement accessible;	
12°	l'éclairage améliore la sécurité des personnes utilisant ces accès, équipements ou aménagements et facilite l'identification de l'entrée principale et du numéro civique.	

2005. L'objectif 4 vise à limiter l'empreinte environnementale et favoriser la durabilité des travaux visés par la demande.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'aménagement du terrain intègre une composante déjà en place, telle qu'une aire pavée, un aménagement de biorétention des eaux de ruissellement, une aire de plantation ou réutilise à même le terrain le déblai généré par les travaux;	
2°	l'aménagement du terrain propose le maintien d'une composante naturelle d'intérêt du terrain, notamment un arbre présentant un DHP de 20 cm ou plus. À cet effet, la réalisation des travaux respecte la topographie ou la végétation en place autour d'un arbre présentant un DHP de 20 cm ou plus, notamment par un contrôle du remblai ou du déblai ou par l'aménagement d'une fosse ou d'un bac de plantation;	
3°	un arbre d'exception, notamment par son espèce, est relocalisé lorsque son emplacement ne peut être évité pour la réalisation de l'aménagement du terrain ou la construction du bâtiment;	
4°	la perte de canopée est compensée par une quantité suffisante de végétaux pour recréer ou bonifier l'ambiance végétale présente avant les travaux, tout en tenant compte du potentiel de croissance des arbres plantés. À cet effet, un espace libre limitrophe à une aire pavée est priorisé pour la plantation d'un nouvel arbre afin de participer à la réduction de l'îlot de chaleur potentiellement associé à une telle aire;	
5°	la réalisation des travaux limite l'aire de coupe en respectant les critères suivants :	
	a) elle favorise une allée piétonnière qui ne requiert pas l'abattage d'un arbre, notamment en adaptant sa forme ou sa dimension ou en proposant l'utilisation d'une portion de l'allée de circulation véhiculaire pour l'implanter;	
	b) elle prévoit une aire de dégagement réduite entre un bâtiment accessoire, une construction accessoire ou un équipement accessoire, une aire de stationnement ou une activité et un arbre présentant un DHP de 20 cm ou plus;	
	c) elle localise le raccordement à un service d'utilité publique, tel qu'un réseau d'égout, d'aqueduc ou d'électricité, dans l'axe d'une allée d'accès véhiculaire ou piétonne;	
	d) elle limite la superficie dédiée à une surface imperméable, telle qu'une aire de stationnement, de manutention ou de manœuvre;	
6°	la préservation d'un arbre est favorisée dans un espace limitrophe à une aire pavée;	
7°	l'aménagement d'une aire pavée importante, telle qu'une aire de stationnement, participe à la réduction de l'îlot de chaleur potentiellement associé à une telle aire par le recours à un matériau de revêtement à IRS élevé ou perméable;	
8°	l'aménagement du terrain priorise une diversité végétale intégrant notamment des espèces indigènes, des arbres à grand déploiement ou des conifères;	
9°	l'aménagement du terrain assure une gestion optimale des eaux de ruissellement, notamment par des techniques de biorétention ou une maximisation des superficies perméables, incluant un toit;	

10°	le choix de l'espèce végétale, son lieu et sa méthode de plantation tient compte de son lieu de plantation et assure sa croissance à long terme et sa pérennité (ex.: la plantation d'un arbre assure sa croissance à long terme et sa pérennité);	
11°	la conception d'une allée d'accès principale donnant accès à une aire de stationnement desservant un regroupement commercial ou un mail commercial permet son évolution ou son adaptation dans le temps, notamment en proposant une largeur suffisante pour jouer le rôle de voie de circulation publique ou en intégrant les infrastructures d'égout, d'aqueduc ou d'électricité;	
12°	l'aménagement favorise la mutualisation ou une interconnectivité de l'aire de stationnement du terrain avec celle d'un terrain limitrophe;	
13°	une borne de recharge électrique, un stationnement pour vélos ou une case de stationnement dédiée à l'autopartage ou à un véhicule de petite dimension sont prévus en nombre suffisant selon les besoins du projet et sont localisés de façon à faciliter leur utilisation;	
14°	l'éclairage extérieur ne contribue pas à la pollution lumineuse du ciel, notamment en termes de température de la couleur du dispositif d'éclairage, de localisation du dispositif d'éclairage ou d'orientation du flux lumineux;	
15°	l'éclairage extérieur est adapté au site et respecte le milieu environnant en évitant à la fois l'abondance de dispositifs d'éclairage une intensité lumineuse excessive.	

2006. L'objectif 5 vise à limiter l'impact des travaux visés par la demande sur leur milieu d'insertion.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'aménagement du terrain fait en sorte qu'une aire de stationnement ne domine pas le paysage en proposant notamment sa compartimentation, l'aménagement d'un talus ou des plantations;	
2°	l'aménagement du terrain assure la dissimulation d'une aire de stationnement, d'une aire de manutention, d'une aire d'entrepasage, d'une aire d'étalage, d'un îlot de ravitaillement pour véhicule, d'une terrasse commerciale ou d'une composante visuellement moins intéressante du terrain, telle qu'un mur aveugle ou un équipement technique, depuis un terrain environnant occupé par un logement;	
3°	l'aménagement du terrain tient compte du niveau d'un terrain environnant;	
4°	la configuration ou l'aménagement d'un service à l'auto rencontre les critères suivants :	
	a) il assure la sécurité des déplacements actifs à un accès au bâtiment ou à l'intersection d'un trottoir, notamment en évitant les conflits entre les circulations piétonne et véhiculaire ou par une délimitation claire avec un sentier piéton. La circulation piétonne est priorisée sur la circulation véhiculaire;	
	b) il prévoit une bande ou un îlot paysager assurant un indice de canopée élevée;	
	c) il limite l'éblouissement causé par les phares d'une automobile sur le domaine public ou un logement d'un terrain environnant ou du terrain, notamment par le recours à une construction ou à des végétaux majoritairement à feuillage persistant;	
	d) il assure une localisation éloignée de l'aire de commande, notamment son microphone ou son haut-parleur, depuis un logement d'un terrain environnant ou d'une activité du terrain nécessitant un climat sonore réduit, telle qu'un logement ou une terrasse commerciale;	
	e) il assure une circulation véhiculaire efficiente;	
	f) il ne compromet pas la fluidité de la circulation véhiculaire du terrain, d'un terrain environnant ou d'une voie de circulation publique ou d'une allée de circulation limitrophe;	
	g) il ne compromet pas l'efficacité d'un service à l'auto environnant;	

5°	un projet comportant 50 logements ou plus rencontre les critères suivants :	
	a) il prévoit des espaces de stationnement dédiés aux visiteurs lorsque le stationnement sur rue est restreint ou inexistant;	
	b) il prévoit une aire dédiée au stationnement temporaire, notamment pour un véhicule de livraison ou de déménagement, lorsqu'un espace adéquat sur rue n'est pas présent;	
6°	l'aménagement d'un espace extérieur dédié à la gestion des matières résiduelles rencontre les critères suivants :	
	a) un conteneur de matières résiduelles semi-enfoui est préconisé;	
	b) le conteneur de matières résiduelles est à l'écart d'un logement, d'une aire d'agrément, d'une aire commune du terrain ou d'un terrain environnant occupé par un logement ou limite son impact sur ce dernier;	
	c) la conception de l'enclos est intégrée à l'architecture du bâtiment;	
	d) un aménagement paysager composé majoritairement de végétaux à feuillage persistant agrmente l'enclos;	
7°	un point de collecte des matières résiduelles aménagé pour accueillir les bacs ou les conteneurs de matières résiduelles les jours de cueillette rencontre les critères suivants :	
	a) il est accessible par les camions responsables de leur cueillette;	
	b) il assure la sécurité des piétons et des automobilistes;	
	c) il est agrémenté d'un aménagement diminuant son impact depuis le domaine public ou une allée de circulation.	

SOUS-SECTION 5 PLAN D'ENSEMBLE D'AFFICHAGE

2007. Les objectifs et critères de cette sous-section visent notamment à circonscrire les superficies d'affichage, le type d'affichage et la localisation des enseignes sur un bâtiment ou son terrain.

2008. L'objectif 1 vise à assurer l'intégration de l'affichage à l'architecture du bâtiment ou à l'aménagement du terrain visé par la demande.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'affichage est traité comme une composante architecturale du bâtiment ou contribue à en rehausser l'apparence;	
2°	l'affichage s'intègre à un élément architectural ou d'ornementation du bâtiment ou à l'aménagement du terrain;	
3°	l'enseigne détachée complète l'affichage sur bâtiment, ne domine pas le bâtiment ou le paysage ou constitue une composition paysagère harmonieuse.	

2009. L'objectif 2 vise à assurer l'intégration des enseignes sur le bâtiment et le terrain visé par la demande.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	une harmonie est présente entre les enseignes au niveau de leur type, forme, dimension, design, alignement, matériau, support, couleur, lettrage ou éclairage;	
2°	l'enseigne détachée complète l'affichage sur bâtiment ou vise une clientèle différente;	

3°	un lien est assuré entre l'affichage sur bâtiment et une enseigne détachée.	
----	---	--

2010. L'objectif 3 vise à assurer que l'affichage soit efficace, durable et contributif à l'esthétique globale du bâtiment, du terrain visé par la demande ou de son milieu d'insertion.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	l'affichage est sobre, évite une surenchère d'enseignes ou ne domine pas le bâtiment ou le paysage;	
2°	l'affichage présente une esthétique ou une durabilité en matière d'implantation, de typologie, de matériaux, d'assemblage, de couleur ou de lettrage utilisés;	
3°	l'affichage préconise des lettres détachées;	
4°	l'enseigne détachée complète l'affichage sur bâtiment ou vise une clientèle différente;	
5°	une enseigne détachée associée à un regroupement d'établissements intègre son numéro civique et ce dernier est bien en évidence;	
6°	l'éclairage met en valeur l'affichage, n'éblouit pas un terrain environnant ou ne contribue pas à la pollution lumineuse du ciel.	

2011. L'objectif 4 vise à assurer la sécurité des personnes.

Les critères d'évaluation de l'atteinte de l'objectif prévu au premier alinéa sont les suivants :

1°	la localisation d'une enseigne ou son mode d'implantation assure la sécurité des personnes, notamment en prévoyant un dégagement à la base ou une certaine distance par rapport au trottoir ou à une entrée charretière;	
2°	l'éclairage n'éblouit pas un piéton, cycliste, automobiliste ou un terrain environnant.	